



**HAL**  
open science

## L'économie turque entre ombres et fiction

Yoann Morvan

► **To cite this version:**

| Yoann Morvan. L'économie turque entre ombres et fiction. Revue Esprit, 2023, 502. hal-04370724

**HAL Id: hal-04370724**

**<https://hal.science/hal-04370724>**

Submitted on 3 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'ÉCONOMIE TURQUE ENTRE OMBRES ET FICTION

Yoann Morvan

La détérioration de l'économie turque se poursuit. À la suite de la réélection d'Erdoğan à la présidentielle du printemps 2023, par crainte d'un effondrement monétaire, un ancien ministre de l'Économie a été rappelé à ses fonctions, tandis qu'une nouvelle gouverneure de la Banque centrale a été nommée, décisions saluées par les milieux bancaires internationaux dont ils proviennent. Néanmoins, les premiers pas vers un timide et sans doute trop tardif retour à l'orthodoxie financière n'ont, pour l'heure, fait qu'aggraver l'inflation galopante qui ronge inexorablement le pouvoir d'achat, notamment des plus modestes et en particulier depuis 2018. Si le principal taux directeur a été relevé de 8,5 % à 25 % de juin à fin août 2023, la lire turque continue d'être dépréciée, alimentant l'inflation. Celle-ci, après une stabilisation relative et artificielle durant la campagne électorale, a de nouveau augmenté au cours de l'été pour atteindre près de 60 % sur un an selon les autorités gouvernementales,

et plus de 128 % d'après un groupe d'économistes indépendants. Un tel écart a de quoi interroger quant à la mainmise du régime autoritaire tant sur son économie que sur les instruments de mesure de cette dernière. La crise politique est aussi épistémique.

---

**la Turquie d'Erdoğan a dérivé vers une répression tous azimuts, faisant fuir les investisseurs internationaux.**

---

Après une décennie de croissance et d'attractivité de 2003 à 2013, débutée par un assainissement du système bancaire et des finances publiques, la Turquie d'Erdoğan a depuis dérivé vers une répression tous azimuts, faisant fuir les investisseurs étrangers. Or l'économie du pays s'en était rendue très dépendante durant la phase précédente, en particulier pour soutenir l'énorme endettement privé qui s'était substitué à celui du secteur public, dans un contexte de néolibéralisation. Ces dix dernières années, la Turquie a expérimenté à ses dépens un régime hybride<sup>1</sup>, sous la houlette d'un Erdoğan désormais détenteur de presque tous les leviers

1 - Voir notamment Pierre-Yves Hénin et Ahmet Insel, *Le National-Capitalisme autoritaire. Une menace pour la démocratie*, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour, 2021.

institutionnels, navigant à vue et paraissant jouer à l'apprenti sorcier d'une économie instable, marquée par les fréquents soubresauts globaux et macrorégionaux.

## Les contes tures du crédit

La Turquie a été l'une des rares principales économies mondiales avec une croissance positive en 2020, en dépit des conséquences de la pandémie de Covid-19; l'année suivante, son produit intérieur brut (PIB) affichait fièrement plus de 10 % de croissance. Cependant, cette croissance à tout prix s'appuie sur le gonflement d'une bulle excessivement dangereuse, reposant sur les multiples échelles emboîtées de la dette privée. En cas d'implosion, c'est l'ensemble de l'économie qui s'écroulerait comme un château de cartes. Il s'agit d'une politique délibérée et « court-termiste » de fuite en avant, à des fins populistes, car à première vue très profitable aux petits commerçants et à certains entrepreneurs (notamment du bâtiment et des travaux publics), le socle électoral du parti au pouvoir, au détriment des consommateurs qui représentaient pourtant l'un des moteurs du régime de croissance du tournant des années 2010. Cette politique est tributaire des taux d'intérêt, qui dépendent des fluctuations de l'économie globalisée au gré de celle des grandes

puissances, au premier chef desquelles les États-Unis. En mai 2018, à contre-courant de leur évolution, Erdoğan déclare à Bloomberg TV qu'il entend maintenir des taux bas et prendre le contrôle de la politique monétaire de son pays, faisant fi de l'indépendance nominale de la Banque centrale; en quelques heures, la lire dégringole.

Le président de la République turque drapait cette aversion pour les taux d'intérêt d'un voile religieux, cherchant à s'appuyer sur la condamnation par l'islam de certaines formes de prêts usuraires. À ces raisons théologiques s'ajoute un nationalisme aux accents douteux. Il affirme ainsi, à la suite des manifestations de Gezi de juin 2013, que « *le lobby du taux d'intérêt exploite [son] pays depuis des années* », aiguisant les sentiments anti-occidentaux, voire complotistes. Toutefois, les nombreuses bravades d'Erdoğan envers les milieux financiers internationaux procèdent en réalité d'un calcul éminemment risqué, qui consiste à laisser couler la monnaie locale afin de favoriser les exportations turques. Cette stratégie est hasardeuse, puisque ces exportations nécessitent structurellement des importations (de matières premières, etc.), en général en devises étrangères, pénalisant toujours plus la balance commerciale. Ce déficit chronique génère une inflation importante et en quelque sorte donc choisie, avec des conséquences drama-

tiques sur le moral des ménages, dont les salaires ne suivent pas<sup>2</sup>. Les psychotropes sont devenus la deuxième catégorie de médicaments les plus vendus dans le pays.

## Monnayages et subterfuges

La guerre menée par la Russie en Ukraine révèle, une fois encore, les dépendances enchevêtrées et le rôle pivot de la Turquie à l'échelle régionale. Si, d'un côté, la Turquie, grande importatrice d'hydrocarbures et de produits alimentaires dont les prix ont explosé, est très négativement affectée par ce conflit, d'un autre côté, elle constitue l'un des principaux espaces de contournements des sanctions économiques contre la Russie. Le pays est habitué à ces tours de passe-passe, déjà pratiqués avec son voisin iranien sous embargo occidental (le stratagème « or contre énergie »), qui visent à tenter de compenser la faiblesse de l'épargne nationale et la baisse d'attractivité concernant les investissements de capitaux de la finance globalisée. L'agence de notation Moody's attribue à la Turquie un statut « B3 », c'est-à-dire « spéculatif et risqué ». Le pays cherche donc à trouver d'autres moyens de se financer et de combler les déficits qui se creusent. Les fonds

étrangers obtenus grâce aux produits financiers dérivés appelés *swaps* s'élevaient à environ 21 milliards de dollars à la fin de 2021, la majeure partie provenant d'un accord avec le Qatar. Ces *swaps* ont servi à dissimuler les réserves de change épuisées de la Banque centrale en gonflant le chiffre brut. Un autre allié joue un rôle grandissant dans le sauvetage économique du pays : l'Azerbaïdjan, que la Turquie a aidé dans sa guerre contre l'Arménie (2021). La géopolitique se monnaie comptant...

Tel un joueur de *tanla*, Erdoğan paraît conduire l'économie de son pays à coups de dés, adaptant ses tactiques successives en fonction des circonstances et opportunités. Néanmoins, tous les pions ne semblent pas être sur le tablier. Ainsi, au premier semestre 2022, 17,5 milliards de dollars « *d'origine inconnue* » sont venus renflouer la moitié du déficit des comptes courants de la Turquie<sup>3</sup>. Une large proportion de ces mystérieuses sources de financement serait liée à la politique gouvernementale contraignant les entreprises à rapatrier leurs avoirs à l'étranger. Une autre partie viendrait d'eaux plus troubles. La Turquie est sur la « liste grise » du Groupe d'action financière, compte tenu de son manque d'appétence

2 - Lorsqu'ils reçoivent un salaire, car si le taux de chômage officiel atteint 12 %, le taux réel se situerait lui autour de 20 %.

3 - Voir Mustafa Sonmez, "Money inflows of unknown origin headed for record in Turkey" [en ligne], *Al-Monitor*, 15 août 2022.

à enquêter sur le blanchiment de capitaux. L'alliance nouée par le parti d'Erdoğan (AKP) avec le parti ultranationaliste MHP, connu pour ses liens avec les « loups gris » et divers milieux interlopes, n'y est vraisemblablement pas étrangère. Des zones d'ombre entourent l'économie de la Turquie et il reste assez surprenant qu'elle ne soit pas déjà lourdement affaissée en raison des gâcheries évoquées. Cela tient peut-être à la fiction de se penser comme une économie rentière, mais dont la seule rente véritable réside dans les réserves foncières d'un pays traversé par un réseau de failles. Un garant plutôt fragile au vu des conséquences des tremblements de terre de février 2023, rendues difficilement chiffrables du fait de la désinstitutionnalisation de l'appareil statistique. À l'instar du risque sismique, l'économie turque est à fois trop prévisible et incertaine.

---

**Yoann Morvan**

**Anthropologue, chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Laboratoire Mesopolhis), il a notamment publié, avec Sinan Logie, *Méga Istanbul (Le Cavalier bleu, 2019)* et dirigé, avec Thierry Boissière, *Un Moyen-Orient ordinaire. Entre consommations et mobilités (Diacritiques, 2022)*.**

## **POLOGNE, DES ÉLEC- TIONS QUI INQUIÈTENT**

**Jean-Yves Potel**

Les rapports de force sont toujours incertains à la veille des élections polonaises du 15 octobre 2023. Les deux principales coalitions sont à peu près à égalité dans les sondages (plus ou moins 30 %), tandis que les forces intermédiaires (la gauche, des centristes démocrates-chrétiens et l'extrême droite) oscillent selon les sondages entre 8 % et 10 %<sup>1</sup>. Contrairement aux scrutins précédents, il est peu probable qu'un parti obtienne une majorité pour gouverner seul. Il doit trouver des alliés. Or ni le parti Droit et Justice (PiS) présidé par Jarosław Kaczyński, au pouvoir depuis huit ans, ni la Plate-forme civique (PO) dirigée par Donald Tusk ne semblent pouvoir présenter le 15 octobre une coalition suffisante. Pour former un gouvernement majoritaire à la Diète, il faudrait à chacun plus de députés. Où les trouver ? C'est l'inquiétude des états-majors politiques qui affirment tous que ce sont les plus importantes élections depuis 1989, lorsque la

1 - Voir Jean-Yves Potel, « La Pologne en élections », *Esprit*, juin 2023.